

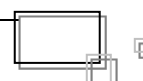
Bilan de la concertation



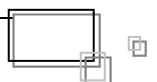
P L U I DES TERRES D'AURIGNAC

Sommaire

SOMMAIRE	1
1. BILAN DE LA CONCERTATION	2
1) PREAMBULE	3
2) REUNIONS PUBLIQUES	4
3) ARTICLES /SITE INTERNET	5
4) PANNEAUX DE CONCERTATION	5
5) REGISTRE	5
6) REUNIONS SPECIFIQUES	6
7) CONCERTATION AVEC LA PROFESSION AGRICOLE	6
8) COMMUNICATION DE L'INFORMATION.....	7
2. ANNEXES	8
1) COMPTE-RENDUS DES REUNIONS PUBLIQUES	9
2) PANNEAUX DE CONCERTATION	24
3) ARTICLE JOURNAL COMMUNAUTAIRE	26
4) DIVERS	27



1. BILAN DE LA CONCERTATION



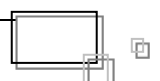
1) Préambule

La communauté de communes Des Terres d'Aurignac a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme par délibération en date du **14/03/2013**

Conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, la délibération du Conseil Communautaire du **14/03/2013** a défini les modalités de concertation comme suit :

- ■ ■ ■ Information de la population par des articles à faire paraître dans le journal intercommunal ou dans la presse locale ;
- ■ ■ ■ Organisation de réunions publiques, notamment sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), au niveau intercommunal et par bassins de vie ;
- ■ ■ ■ Présentation du projet au fur et à mesure de son avancement dans les mairies et au siège de la communauté de communes, avec des registres pour consigner les remarques ;
- ■ ■ ■ Présentation du projet au fur et à mesure de son avancement sur le site internet de la communauté de communes, avec recueil des avis de la population ;
- ■ ■ ■ Réunions de travail spécifiques avec la profession agricole.

Au cours des études, les modalités de concertation définies au préalable ont été respectées et étendues notamment par la réalisation d'une exposition présente au siège de la CCTA et dans chacune des communes.



La concertation s'est déroulée comme suit :

2) Réunions publiques

Deux séries de réunions publiques ont été organisés comme suit.

Série 1 : présentation du diagnostic/EIE et du PADD (Janvier 2015)

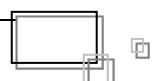
- **Secteur Proche de l'A64 (Bachas, Benque, Samouillan , Terrebasse)** : le 12 janvier 2015 à 20h30 (Bachas)=> 30 personnes environ
- **Secteur Ouest (Aulon, Cassagnabère-Tournas, Cazeneuve-Montaut, Latoue, Peyrouzet, Saint-Elix-Séglan)** : le 20 janvier 2015 à 20h30 (Peyrouzet) => 35 personnes environ
- **Secteur Nord de la Nère (Eoux, Esparron, Peyrissas, Saint-André)**: le 22 janvier 2015 à 20h30 (Saint-André) => 38 personnes environ
- **Commune d'Aurignac** : le 28 janvier 2015 à 18h00 (Aurignac) => 20 personnes environ
- **Secteur central (Alan, Boussan, Bouzin, Montoulieu-Saint-Bernard)** : le 28 janvier 2015 à 20h30 (Aurignac) => 25 personnes environ

Série 2 : présentation de la traduction réglementaire (Juin 2015)

- **Secteur central (Alan, Boussan, Bouzin, Montoulieu-Saint-Bernard)** : le 3 juin à 18h00 (Aurignac) => 15 personnes environ
- **Secteur Proche de l'A64 (Bachas, Benque, Samouillan , Terrebasse)** : le 3 juin à 20h30 (Samouillan) => 15 personnes environ
- **Secteur Nord de la Nère (Eoux, Esparron, Peyrissas, Saint-André)** : le 4 juin à 18h00 (Saint-André) => 20 à 25 personnes environ
- **Commune d'Aurignac**: le 11 Juin à 18h00 (Aurignac) => 10 personnes environ
- **Secteur Ouest (Aulon, Cassagnabère-Tournas, Cazeneuve-Montaut, Latoue, Peyrouzet, Saint-Elix-Séglan)** : le 11 Juin à 20h30 (Cassagnabère-Tournas) => 40 personnes environ

Ces réunions publiques ont été animées par le Président de la Communauté de Communes et le bureau d'études Citadia

Les conclusions des études (phase de diagnostic), les choix du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ainsi que les éléments de la traduction réglementaire ont été présentés à la population.



3) Articles /Site internet

Des articles concernant le PLU ont été passés dans le journal communautaire, ainsi que sur le site internet de l'Intercommunalité.

4) Panneaux de concertation

Des panneaux ont parallèlement été **exposés dans chacune des communes et au siège de la Communauté de Communes à partir de janvier 2015** (avant les premières réunions publiques).

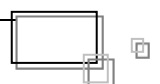
4 panneaux ont été réalisés :

- 1 sur la démarche de PLUI et les enjeux du diagnostic/EIE
- 1 sur le PADD
- 2 panneaux sur la traduction réglementaire

Ces panneaux ont permis de retracer les réflexions préalables qui ont conduit à la proposition d'un plan de zonage et de règlement, pour que les administrés puissent s'exprimer en connaissance de cause sur l'ensemble du projet et préparer ainsi l'enquête publique en fin de procédure (après remise des avis des Personnes Publiques Associées sur le Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui aura été préalablement arrêté par délibération du Conseil Communautaire).

5) Registre

20 registres ont été mis à disposition du public dès le lancement des études dans chaque commune ainsi qu'à la Communauté de Communes des Terres d'Aurignac. Ces registres étaient en libre accès à l'accueil des mairies ou de la CCCA.



6) Réunions spécifiques

En plus des réunions d'échange et de travail avec le maître d'ouvrage (Communauté de communes), plusieurs réunions de concertation spécifiques ont été organisées avec l'ensemble des communes (fonctionnement par secteurs) et avec les partenaires institutionnels :

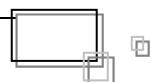
- Une réunion de « **démarrage de la mission** », mutualisée à l'échelle des 19 communes de la CCTA, le **23/09/2013**. L'objectif était de présenter le bureau d'études et la démarche envisagée pour l'élaboration du PLUI.
- Plusieurs **comités de pilotage** pour présenter l'avancée des travaux à l'ensemble des maires et valider les documents au fur et à mesure de la démarche.
- **Des réunions de secteurs** sous forme « **d'ateliers d'échanges** » qui ont permis à chacune des communes de s'exprimer sur leurs volontés et sur le projet :
 - **Réunions de secteurs en janvier 2014** : Présentation du diagnostic et des scénarios de développement par secteur.
 - **Réunions de secteurs Mai-Juin 2014** : Analyse du potentiel de densification
 - **Réunions de secteurs Septembre 2014** : Réunion de secteur sur le pré-zonage et sur les secteurs à enjeux.
 - **Réunions de secteurs Novembre 2014**: Traduction réglementaire (ajustements des plans de zonage et du règlement)
- Une **journée de permanence le mercredi 2 février 2015 en Communauté de Communes** pour les communes ayant des remarques sur la traduction réglementaire.
- Un « **débat sur le projet** » au sein du Conseil Communautaire, le **4 mars 2015**.
- **Des réunions de concertation avec les services de la DDT : 7 novembre 2014 (à la CCTA) et 3 Mars 2015 (à la DDT31)**

7) Concertation avec la profession agricole

Outre par le biais des différentes réunions publiques, la profession agricole a été spécifiquement concertée par le biais :

- D'un questionnaire transmis à l'ensemble des agriculteurs exerçants sur le territoire => peu de retours
- D'une réunion réunissant l'ACVA (Association Cantonale de Valorisation Agricole), des élus, un technicien de la chambre d'agriculture et le bureau d'études.

Cette concertation a permis de mettre à jour le diagnostic agricole et de faire un repérage précis des bâtiments et sièges d'exploitation.



8) Communication de l'information

L'information relative à l'exposition, à l'avancée du projet et aux réunions publiques s'est déroulée tout au long du projet.

Ces différents outils de concertation ont généré une forte participation et de nombreuses observations sur les documents présentés ou proposés. Les observations formulées ont porté sur les thèmes suivants :

- *Evolutions démographiques : Rythmes de développement, développement des secteurs/communes*
- *Emploi : quelle offre sur le territoire ?*
- *Equipements et services : quels avenir pour les équipements et les services ? quelle prise en compte du vieillissement ?*
- *Habitat / Construction : Quelles formes urbaines et quelle architecture ? comment densifier et pourquoi ?*
- *Zones d'intérêt écologique : comment sont-elles définies ? comment ne pas impacter l'agriculture avec la prise en compte des trames vertes et bleues ?*
- *Prise en compte de l'activité et du patrimoine agricoles : Quelles possibilités d'évolution des exploitations agricoles ? quelles possibilités de transformation du bâti de caractère ? quelles possibilités pour la diversification agricole ?*
- *Protection du patrimoine et du cadre de vie : quels outils et quel niveau de prescription ?*

Certaines observations formulées ont permis de faire évoluer la réflexion et d'ajuster les choix notamment en termes de prise en compte de l'activité agricole (possibilité de développement des exploitations), de gestion de l'habitat isolé dans les zones agricoles ou les espaces naturels, etc.

Néanmoins, une part des questions formulées, notamment en réunion publique ou sur les registres, relevait de demandes personnelles de classement de terrains en zone constructible ou des sujets sans lien direct avec le Plan Local d'Urbanisme.

* * * * *

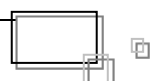
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.300-2,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du **14/03/2013** ayant prescrit la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et défini les modalités de la concertation,

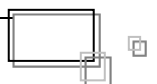
Vu les moyens de concertation mis en œuvre dans le respect des modalités définies initialement,

Vu les observations formulées par les citoyens et usagers dont certaines ont permis de faire évoluer positivement le document à l'étude,

Le bilan de la concertation est positif.



2. ANNEXES



1) Compte-rendus des réunions publiques

Compte-rendu des Réunions Publiques sur le diagnostic/EIE et le PADD

Objet des réunions publiques : Présentation du diagnostic, de l'Etat Initial de l'Environnement et du PADD du PLUi de la communauté de communes des Terres d'Aurignac.

Dates et lieux des réunions publiques :

- **Secteur Proche de l'A64 (Bachas, Benque, Samouillan , Terrebasse)** : le 12 janvier 2015 à 20h30 => 30 personnes environ
- **Secteur Ouest (Aulon, Cassagnabère-Tournas, Cazeneuve-Montaut, Latoue, Peyrouzet, Saint-Elix-Ségla)** : le 20 janvier 2015 à 20h30 => 35 personnes environ
- **Secteur Nord de la Nère (Eoux, Esparron, Peyrissas, Saint-André)** : le 22 janvier 2015 à 20h30 => 38 personnes environ
- **Commune d'Aurignac** : le 28 janvier 2015 à 18h00 => 20 personnes environ
- **Secteur central (Alan, Boussan, Bouzin, Montoulieu-Saint-Bernard)** : le 28 janvier 2015 à 20h30 => 25 personnes environ

Monsieur Guilhot, président de la Communauté de Communes, introduit chacune des réunions pour expliquer l'objet des réunions : présentation du diagnostic et du PADD. Il précise que d'autres réunions publiques auront lieu d'ici quelques mois lorsque le projet sera davantage avancé. L'enquête publique permettra également à chacun de s'exprimer sur le PLU intercommunal.

Céline Jouglà (représentant le bureau d'études Citadia), explique le déroulement de la démarche d'élaboration du PLUi, et les étapes en cours. Elle précise également quelques éléments de contexte comme les évolutions législatives des dernières années.

Elle présente ensuite les enjeux du diagnostic et de l'Etat Initial de l'Environnement ainsi que le PADD sur la base d'un diaporama.

Echanges

Secteur Proche de l'A64



Question : Nous sommes d'accord avec les grandes orientations du PADD mais la loi est bien trop contraignante.

Citadia : Aujourd'hui votre cadre réglementaire c'est le Règlement National de l'Urbanisme. Il est très compliqué aujourd'hui d'avoir un permis au RNU. De plus la décision est faite au cas par cas. Le PLUi va débloquer bon nombre de situations car il va clarifier dès son approbation la destination des terrains et vous saurez de suite si votre terrain est constructible ou non.



Question : Il faudrait faire des efforts pour limiter les pesticides...

CITADIA : Le PLUi ne pourra pas gérer les pratiques agricoles.



Question : Nous ne pouvons plus disposer de nos terrains comme nous le souhaitons !

CITADIA : Le PLUi clarifie la vocation de chacun des terrains. Le droit à construire n'est pas un droit à vie.



Question : Quel délai pour l'application du PLUi ?

CITADIA : Rappel du calendrier : l'enquête publique interviendra à l'automne ou à l'hiver 2015 pour une approbation du PLUi en fin d'année 2015 ou en début d'année 2016 si tout se déroule correctement.



Question : Quelle règle pour construire une piscine ?

CITADIA : La Loi ALUR permet seulement les extensions des constructions. Les piscines devront donc être réalisées en extension de la construction (législation en janvier 2015, sous réserves d'évolutions).

Secteur Ouest (20 janvier 2015 à 20h30 – Peyrouzet)**Question : Quel calendrier dans la phase d'élaboration ?**

Citadia : L'arrêt du PLUi en conseil communautaire est prévu pour le printemps/été 2015 pour une approbation du PLUi en fin d'année 2015 ou début d'année 2016.

**Question : Y aura-t-il la même quantité d'hectares à construire que dans l'ancien document et ne serons-nous pas pénalisés par la forte consommation d'espace de la région Toulousaine ?**

CITADIA : Etant donné que depuis la dernière version du PLUi il y a eu la loi d'Engagement National pour l'Environnement et la Loi ALUR renforçant les dispositions sur la consommation d'espace, les surfaces mobilisables seront moins importantes.

**Question : Pendant le PLUi, est-il possible de construire ?**

CITADIA : Pendant la durée d'élaboration du PLUi, les documents d'urbanisme déjà présent restent en vigueur (nb : seule la commune d'Aurignac dispose aujourd'hui d'un PLU). Dans votre cas, étant donné que vous ne disposez pas de documents d'urbanisme, vous êtes encore un Règlement National de l'Urbanisme jusqu'à l'approbation du nouveau document. Toutefois, il est possible que des sursis à statuer soient opposés aux demandes de permis de construire si cela ne va pas dans le sens du nouveau document.

**Question : La surface totale consommée jusqu'à aujourd'hui est-elle en totalité de la surface agricole ?**

CITADIA : Il y a eu beaucoup de surfaces agricoles mais également des espaces agricoles et des jardins.

**Question : Nous avons été pénalisés par la doctrine des 2 500 m².**

CITADIA : Il est vrai que jusqu'à aujourd'hui, en Haute-Garonne, il était demandé d'avoir 2500 m² de terrain pour construire une maison avec assainissement autonome. Cela a contribué à augmenter la consommation d'espace.

**Question : Je suis surpris qu'il n'y ait pas de schéma sur la pyramide des âges et une présentation de la décohabitation en milieu agricole.**

CITADIA : Cette question est traitée dans le diagnostic écrit, nous vous invitons à la consulter.

**Question : Etes-vous sûrs que les animaux vont suivre les flèches tracées sur le plan pour les trames vertes et bleues ?**

CITADIA : Il est difficile sur un territoire rural comme le vôtre de traduire les « trames vertes et bleues » car la nature est partout et les milieux agricoles ouverts participent fortement à la biodiversité et sont supports de la circulation de la faune. Toutefois, il est important de traduire à l'échelle locale les principaux corridors et éviter le mitage de l'espace pour permettre leur pérennisation.

**Question : Peut-on retrouver dans la situation où l'on imposera la manière de construire ?**

CITADIA : le règlement donne des règles pour l'implantation des constructions, leur aspect extérieur, etc. Mais les règles sont inscrites dans le règlement et ne peuvent de fait pas faire l'objet d'interprétation.



Question : L'architecte des bâtiments de France (ABF) peut-il empêcher une construction ?

CITADIA : Oui si l'on se trouve sur un périmètre monument historique. Toutefois, la plupart du temps, les ABF, essaie de revoir le permis avec le pétitionnaire afin que les nouvelles constructions s'insèrent mieux dans les lieux.



Question : Quand un grand terrain est constructible par le PLUi qui fera le découpage ?

CITADIA : Soit le propriétaire, soit un aménageur si le terrain est cédé à un aménageur/lotisseur.



Question : Pour les bâtiments d'élevage, y a-t-il un périmètre ?

CITADIA : Certains bâtiments d'élevage sont classés Installations classées pour l'environnement (ICPE) ont un périmètre de 100 m et d'autres bâtiments ont un périmètre de 50 m (règlement sanitaire départemental).

Secteur Nord de la Nère



Question : est-ce que c'est le même bureau d'études qui a réalisé les autres PLU ?

CITADIA : Aujourd'hui, il n'y a pas de documents en vigueur, hormis sur Aurignac. Citadia avait déjà accompagné la Communauté de Communes sur le premier projet de PLU intercommunal qui n'était pas allé à son terme.



Question : en matière de consommation d'espace, l'obligation de disposer d'au moins 2 500 m² en assainissement autonome, y a fortement contribué.

CITADIA : Tout à fait, cela explique une partie de cette consommation. Jusqu'à peu de temps, la DDT de la Haute-Garonne imposait une taille minimale de terrain de 2 500 m² en assainissement autonome. Aujourd'hui, cette position est inversée avec une attente des services de l'Etat sur la réduction de la consommation d'espace par logement pour répondre aux objectifs imposés par la législation (Lois Grenelle, ALUR,...)



Question : La ligne verte sur la carte correspond aux passages de cerfs ?

CITADIA : Oui, cela correspond au corridor écologique existant entre la forêt de Fabas et de Mauboussin.



Question : Où peut-on consulter le diagnostic complet ? Pourquoi pas le mettre en ligne sur internet ?

CITADIA : Il faut d'abord que le document soit ajusté suite à l'ensemble des différentes remarques, notamment celles des personnes publiques associées. Le document pourra ensuite être consulté, notamment à la communauté de communes.



Question : L'augmentation de population a été « gâchée » par l'obligation d'avoir 2 500 m² de terrain en assainissement autonome. Et ça a contribué à gâcher les villages. L'objectif est de revenir sur des terrains plus réduits et une urbanisation plus cohérente. Il faut raisonner la cohérence entre les nouveaux habitants et ceux qui sont déjà présents. Le coup par coup pourrait être complètement négatif.

CITADIA : Il faut travailler notamment sur les orientations d'aménagement et de programmation (réalisées sur chacun des futurs grands quartiers) et réfléchir l'implantation des constructions sur les parcelles.



Question : Il faut lutter contre le dépérissement des villages. Il faut peut-être d'abord réutiliser tout ce qui est vacant avant de construire.

CITADIA : En effet, il ne faut pas ouvrir trop de terrains constructibles car on les met en concurrence avec la réhabilitation des centres-bourgs. Sur les communes les plus concernées par la vacance, il y a des objectifs chiffrés de réhabilitation.



Question : Il faut expliquer que le nombre de logements construits c'est une moyenne sur 10 années.

CITADIA : Oui, tout à fait, une commune peut très bien faire deux logements une année, puis 5 l'année suivante et 1 l'année qui suit. L'objectif est de calibrer globalement le PLU sur une période de 10 années.



Question : On se plaint beaucoup de la déperdition de certains bosquets, haies, certaines terres. On se heurte à une réglementation des services forestiers. Remettre en place des bosquets sur certaines zones qui seront inutilisées également par l'agriculture.

CITADIA : Nous prendrons cela en compte dans le cadre de la traduction réglementaire du projet et de la traduction des trames vertes et bleues.



Question : Comment ça se passe si une commune n'atteint pas ces objectifs de production ?

CITADIA : Le PLU n'est pas figé. Si la Communauté de communes atteint ses objectifs avant, il pourra alors être révisé.



Question : Qu'est que le SCoT ?

CITADIA : Le SCOT est le Schéma de Cohérence Territoriale. C'est un document d'urbanisme cadre qui fixe des grandes règles (densité, TVB, etc.) sur une échelle plus large que celle de la communauté des communes. Un SCoT est en cours d'élaboration sur le Pays du Comminges.



Question : On parle de paysage mais on gâche le village d'Aurignac avec le projet de musée et de supermarché.

CITADIA : Nous prendrons en compte l'aspect paysager dans les futures opérations notamment par le biais des orientations d'aménagement et de programmation.



Question : Sur les forêts qui ont des plans de gestion, est-ce que le PLU va intervenir ?

CITADIA : Non, cela relève du Code Forestier.



Question : Est-ce qu'il y aura des espaces boisés classés comme dans la version précédente du PLUi ?

CITADIA : Nous ne sommes pas encore au stade de la traduction réglementaire mais il pourra avoir des espaces boisés classés ponctuellement. Probablement moins que sur l'ancien PLUi.



Question : Comment fait-on pour l'abattage des peupliers ? C'est une culture sur 15 ou 20 ans.

CITADIA : Un zonage naturel (zone N) n'empêche pas d'exploiter cette ressource. Ces espaces ne seront pas figés en espaces boisés classés.

Elu : une peupleraie c'est une forêt de culture.



Question : Comment se fait la concertation ?

CITADIA : Vous pouvez vous rendre à la communauté de communes ou dans les communes pour faire vos requêtes sur les cahiers de concertation. Aussi, la concertation passe par l'exposition en commune et en communauté de communes et par le biais de différents articles. Il y a également 2 réunions publiques sur chacun des secteurs. Enfin, l'enquête publique permettra aux pétitionnaires qui le désirent de faire leur requête à un commissaire enquêteur qui aura un regard neutre sur le dossier.

Commune d'Aurignac



Question : Concernant la communication sur la tenue des réunions par voie de presse, celle-ci a été assez imprécise. Je pensais que la réunion était à 20h30 ! Par ailleurs, pourquoi ne pas parler de PLU intercommunal ?

Citadia : Il y a deux horaires de réunions pour ce soir : une à 18h pour les habitants d'Aurignac et une pour les habitants des autres communes du secteur central à 20h30. C'était noté ainsi sur les affiches.

Il s'agit bien d'un PLU intercommunal réalisé sur l'ensemble des 19 communes des Terres d'Aurignac. Aujourd'hui, seule la commune d'Aurignac dispose d'un PLU communal. Ce dernier est retravaillé dans le cadre de la démarche intercommunale pour y être intégré.



Question : C'est le conseil municipal ou le conseil communautaire qui valide le dossier ? Si les avis de l'Etat, ou autres sont négatifs comment ça se passe ?

Réponse : C'est le conseil communautaire qui arrête et approuve le PLUi .

Si certains avis des PPA sont négatifs, il faudra voir si cela remet en cause la suite de la démarche ou si nous pouvons y répondre et finaliser le document.



Question : La suppression de la surface minimum des terrains est une disposition importante des dispositions législatives récentes. On est aujourd'hui dans une logique de densification.

Réponse : La législation oblige à réfléchir pour mettre en œuvre une gestion plus économe de l'espace notamment en recherchant à densifier.



Question : Est-ce que ça veut dire qu'on peut vivre à 6 personnes dans 25 m² ? Il y a un effet négatif et pervers.

Réponse : L'objectif c'est de mettre plus de logements sur une même surface et pas forcément de réaliser uniquement des petits logements (T1 et T2). Si sur les dix dernières années, 4 logements étaient construits sur 1 hectare, cela signifie qu'il faudra en faire plus sur les dix prochaines années.



Question : Les déplacements sont très importants et il y a une demande. L'offre n'est pas forcément adaptée.

Réponse : Le PLU peut essayer de regrouper les habitants pour créer les conditions du développement de l'offre. Néanmoins, la compétence ne relève pas de la Communauté de communes. Le PLU aura donc une portée très limitée sur ce point. Toutefois, il s'agit d'un enjeu important, en particulier dans une démarche de développement durable. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation sur les futurs quartiers prendront en compte les déplacements doux (piétons, cycles).



Question : Concernant les entrées de village à conserver, est-ce que cela concerne les petites communes ?

Réponse : Oui, tout à fait. Il faut être vigilant sur les constructions qui s'implanteront sur ces secteurs, qui marquent fortement l'image des villages.



Question : Sur la démographie, on insiste sur la baisse du ratio emplois/habitants. Les flux migratoires sont multiples : des retraités qui vient s'installer, des actifs qui viennent habiter sur le territoire et vont travailler à l'extérieur,... Est-ce qu'on a le détail de ces nouveaux arrivants ?

Réponse : L'objectif est de rester un territoire dynamique d'un point de vue économique et de ne pas continuer simplement à évoluer vers une vocation résidentielle. Mais aujourd'hui, nous n'avons pas le détail des caractéristiques des nouveaux arrivants sur le territoire.



Question : Qu'est-ce on-entend par équipements pour la définition des communes relais ?

Réponse : Sont en particulier pris en compte les équipements scolaires avec pour objectif leur maintien. Globalement, ces communes sont celles qui comportent l'offre en services la plus importante.



Question : Pourquoi il y a eu une chute brutale de la construction ?

Réponse : Il y a une baisse générale de la construction à l'heure actuelle. Peut-être y a-t-il eu également un tassement des demandes au moment où le PLUi a été engagé. Aussi, il y a eu des difficultés pour les communes sans document d'urbanisme pour obtenir des autorisations de construire.

Maire : il y a eu une baisse sur Aurignac mais moindre par rapport aux autres communes.



Question : Les petites parcelles ne seront-elles pas un obstacle pour attirer de la population ?

Réponse : Les mentalités changent et les gens ne recherchent plus forcément à voir 3 000 m² de terrain. Les gens ne souhaitent pas forcément entretenir autant d'espace.

Maire : On le constate depuis quelques années, il y a certes moins de terrains disponibles, mais les revenus en baisse entraînent aussi des demandes sur des terrains plus petits.



Question : sur la soixantaine d'habitants supplémentaires chaque année, la répartition ne change pas la répartition actuelle entre les autres. Pourquoi ne pas en mettre plus sur Aurignac ?

Réponse : L'objectif est de conserver les équilibres et établir un projet qui fasse consensus

Maire : Le choix politique est de permettre que des gens s'installent sur toutes les communes.

Secteur central



Question : Est-ce que le projet de PLUi repart à zéro ou bien est-il construit sur la base de l'ancienne base de PLU intercommunal ?

Réponse : L'élaboration du PLUi est repartie d'une base concrète avec les précédentes études. Néanmoins, en raison d'importantes évolutions législatives, il a fallu revoir la « copie » en profondeur.



Question : ce total de 110 ha consommés sur la dernière décennie représente quelle part de la superficie intercommunale ?

Réponse : Cela représente moins de 1 % de la superficie intercommunale. Cela peut paraître faible, mais il faut quand même être vigilant sur ce point notamment au regard des dispositions législatives.



Question : qui décide du classement des bâtis, notamment du petit patrimoine ? S'il s'agit de patrimoine privé, comment cela se passe-t-il ?

Réponse : Ce sont les élus qui repèrent le patrimoine. Après, les habitants peuvent faire des propositions. Les règles qui seront mises en place sont plutôt des règles de « bon sens » pour entretenir le patrimoine rural.



Question : Il y a un retard dans la production de logements sociaux. Mais par rapport à quels éléments ?

Réponse : La communauté de communes n'a pas l'obligation de réaliser 20 % de logements sociaux. Néanmoins, la part de logements sociaux est très faible, notamment par rapport aux niveaux de revenus de la population. Il faut toutefois noter qu'il y a eu des efforts d'engagés sur la commune d'Aurignac notamment.

Synthèse de la première série de réunions publiques :

150 personnes ont assisté à la première série de 5 réunions publiques présentant le diagnostic, l'Etat Initial de l'Environnement et le PADD.

Les questions posées par les habitants ont été très diverses.

Ils ont notamment cherché à savoir quel lien seraient faits avec les travaux antérieurs sur le PLUi (PLUi première version stoppée à l'enquête publique)

La question de la densité et de la consommation d'espace a fait l'objet de nombreuses questions.

Certaines remarques tenaient également du manque de connaissance de la procédure de concertation.

Compte-rendu des Réunions Publiques sur la traduction réglementaire

Objet des réunions publiques : Présentation de la traduction réglementaire du PLUi de la communauté de communes des terres d'Aurignac.

Dates et lieux des réunions publiques :

- **Secteur central (Alan, Boussan, Bouzin, Montoulieu-Saint-Bernard)** : le 3 juin à 18h00 (Aurignac) => 15 personnes environ
- **Secteur Proche de l'A64 (Bachas, Benque, Samouillan , Terrebasse)** : le 3 juin à 20h30 (Samouillan) => 15 personnes environ
- **Secteur Nord de la Nère (Eoux, Esparron, Peyrissas, Sant-André)** : le 4 juin à 18h00 (Saint-André) => 20 à 25 personnes environ
- **Commune d'Aurignac**: le 11 Juin à 18h00 (Aurignac) => 10 personnes environ
- **Secteur Ouest (Aulon, Cassagnabère-Tournas, Cazeneuve-Montaut, Latoue, Peyrouzet, Saint-Elix-Séglan)** : le 11 Juin à 20h30 (Cassagnabère-Tournas) => 40 personnes environ

Monsieur Guilhot, président de la Communauté de Communes, introduit chacune des réunions pour expliquer l'objet des réunions : présentation de la traduction réglementaire du PLUi (Zonage, règlement, Orientations d'Aménagement et de Programmation).

Céline jougla (représentant le bureau d'études Citadia), fait un rapide rappel du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) qui avait fait l'objet d'une précédente réunion publique.

Elle présente ensuite la traduction réglementaire du PADD sur la base d'un diaporama.

Echanges

Secteur central

- La chambre d'agriculture a-t-elle été associée à la démarche ?
 - ➔ ***Citadia : La chambre d'agriculture est associée en tant que Personne Publique Associée (PPA) et à ce titre a été invitée lors de réunions des PPA. Un conseiller de la chambre d'agriculture a également participé à la définition du diagnostic agricole avec l'ACVA et les élus.***
- Le règlement est-il accessible sur Internet ?
 - ➔ ***Citadia : Les documents de travail sont consultables à la Communauté de Communes. Les documents officiels seront consultables suite à l'arrêt du PLUi en Conseil Communautaire et lors de l'enquête publique.***

Secteur Proche de l'A64

- En ce qui concerne le développement touristique, comment le PLU peut-il rendre favorable l'accueil des porteurs de projet ? Le PLU est-il figé ? Comment le modifie-t-on ?
 - ↳ *Citadia : Les activités touristiques existantes ou en projet aujourd'hui identifiées ont été prises en compte. Le PLUi n'est pas figé, des procédures de modification/révision existent pour permettre le développement de projets, notamment d'intérêt général.*
- Prévoyez-vous des structures d'accueil pour les personnes âgées ?
 - ↳ *Citadia : La création de structures d'accueil pour personnes âgées doit être prévue dans le Schéma gérontologique départemental de la Haute-Garonne ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. Le PLUi a pour objectif de diversifier le parc de logement pour permettre la création de logements répondant aux besoins de l'ensemble de la population et notamment du petit logement pour personnes âgées sur les communes majeures de la CCTA.*
Toutefois, si un projet de structure d'accueil se présentait, la PLUi pourrait être modifiée sur volonté de la communauté de communes.
- Y a-t-il des porteurs de projet économique sur le territoire ?
 - ↳ *Citadia : Il y a quelques porteurs de projet à l'heure actuelle. Le PLUi permet le développement des activités économiques par la définition notamment d'une zone AUX sur la commune d'Alan mais également la création de commerces ou d'activités artisanales en zone UA et UB à condition que cela ne présente pas de nuisances pour les populations.*
- Quels seront les terrains à bâtir ?
 - ↳ *Citadia : Les terrains à bâtir se situent essentiellement sur les centres bourgs et les abords directs des bourgs sauf dans le cas précis des communes présentant des contraintes sur le bourg centre ou des hameaux ont pu être le support d'une urbanisation limitée.*
- Y a-t-il moins de logements si on enlève des hectares par rapport à la version du PLUi qui avait été ébauché en 2011 ?
 - ↳ *Citadia : Non il n'y a pas moins de logements, les densités sont par contre plus élevées car les objectifs de densification et de modération de la consommation d'espace sont renforcés depuis les lois Grenelle et ALUR.*
- Comment exiger qu'une parcelle ne soit pas constructible ?
 - ↳ *Citadia : Si la parcelle d'un pétitionnaire est constructible et qu'il ne le souhaite pas, il y a l'enquête publique pour déposer une requête.*

Secteur Nord de la Nère

- Vous êtes-vous rendus sur le terrain pour réaliser cette étude ?
 - ↳ *Citadia : Cela fait plusieurs années que nous travaillons sur ce PLUi et donc sur le territoire. Du travail de terrain a été réalisé sur de nombreuses thématiques (Potentiel de densification, Paysages, Trames Vertes et Bleues, Secteurs à enjeux, etc.) et pour la réalisation du zonage.*
- Comment se fait l'attribution des hectares constructibles au sein de la Communauté de Communes ?
 - ↳ *Citadia : C'est le scénario qui a défini le potentiel constructible par commune, en amont du Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Le rythme de développement a été différencié en fonction du type de communes.*
- Le propriétaire n'est plus maître de ses terrains.
 - ↳ *Citadia : La constructibilité n'est pas un droit à vie. C'est le code de l'urbanisme qui régit cela.*
- Le Grenelle et les différentes lois sont réalisés par des gens vivant dans la capitale. On oublie les territoires ruraux.
 - ↳ *Citadia : Le code de l'urbanisme s'applique de la même façon que l'on soit dans une grande agglomération ou que l'on soit dans un territoire rural. Toutefois, le PLUi traduit les spécificités territoriales dans la limite de ce que permet le code de l'urbanisme.*
- Il faut faire attention aux habitations qui vont se construire à côté des exploitations agricoles à cause des reventes qui peuvent poser problèmes.

Secteur central

- Le bourg n'est pas attractif pour les toulousains, ce qu'ils veulent c'est un coin tranquille avec un beau point de vue..
 - ↳ *Citadia : Aujourd'hui, avec le Règlement National de l'Urbanisme qui s'appliquait sur 18 de vos communes, il était devenu compliqué d'obtenir une autorisation d'urbanisme. Le PLUi va clarifier les choses. Le fait de recentrer l'urbanisation sur les bourgs pourra permettre aux hameaux de se réhabiliter. Les personnes qui souhaitent de la tranquillité investiront de plus en plus sur des constructions existantes en hameau isolés.*
 - ↳ *Participant : cela risque de faire augmenter les prix des maisons isolées.*
- A quoi correspondent les flèches jaunes de l'orientation sur les trames vertes et bleues.
 - ↳ *Citadia : Cela correspond aux corridors écologiques sur les milieux ouverts sur lesquels une attention doit être portée lors de la délivrance des autorisations d'urbanisme.*
- Y a-t-il un projet d'agrandissement du centre d'enfouissement sur la commune de Latoue ?
 - ↳ *Citadia : Pas à notre connaissance.*

Commune d'Aurignac

- Y a-t-il un espoir pour avoir un CU en zone Naturelle au Nord-Est de la commune d'Aurignac ?
→ *Citadia : Non pas en zone naturelle. La zone naturelle est inconstructible. Le règlement permet uniquement l'extension des constructions existantes.*
- Quelle est la durée de validité d'un certificat d'urbanisme ?
→ *Citadia : La durée du certificat d'urbanisme (qu'il s'agisse d'un certificat d'urbanisme d'information ou d'un certificat d'urbanisme opérationnel) est de 18 mois renouvelable.*
- Pour combien de temps le terrain sera constructible ?
→ *Citadia : De l'approbation jusqu'à la modification/révision du PLUi. Mais attention, d'ici l'approbation du PLUi, les zones peuvent encore être modifiées (suite à la consultation des Personnes Publiques et à l'enquête publique).*
- Les OAP sont-elles opposables ?
→ *Citadia : Oui, le zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation sont opposables.*
- Les changements de destination sont sur les zones agricoles ? Sur les zones U il n'y a pas de soucis ?
→ *Citadia : Oui, les changements de destination sont identifiés sur les zones agricoles. Les zones urbaines sont constructibles dans la limite de ce que permet le règlement.*
- Les articles prennent-ils en compte la suppression de la surface minimale des terrains
→ *Citadia : Oui, le règlement est adapté aux évolutions de la loi ALUR.*
- Où peut-on consulter pour l'enquête publique ?
→ *Citadia : La commission d'enquête déterminera les permanences mais normalement à la communauté de communes.*

Secteur Ouest :

- A quels moments les cahiers de concertation sont-ils dans les mairies ?
→ *Citadia : Les cahiers de concertation sont dans chacune des mairies et à la communauté de communes depuis le début de la procédure.*
- Un questionnaire a été distribué aux agriculteurs. A-t-il été pris en compte ?
→ *Citadia : Oui un questionnaire a été envoyé aux agriculteurs. Il y a eu toutefois un faible pourcentage de réponse. Mais une réunion a été organisée avec la participation de la chambre d'agriculture et l'ACVA pour compléter le diagnostic agricole.*

- **Considérez-vous que les nouveaux arrivants seront propriétaires ou locataires ?**
↳ *Citadia : Nous ne pouvons pas le prévoir. Par contre le PLUi vise à la diversification du parc de logement.*
- **Une grange viabilisée est-elle transformable ?**
↳ *Citadia : Si cette grange agricole est classée en zone urbaine il n'y aura pas de soucis. Si elle est classée en zone agricole il faudra qu'elle soit identifiée au zonage comme pouvant changer de destination.*
- **Ce repérage pour les changements de destinations où les fait-on ?**
↳ *Citadia : Si la grange n'est pas encore identifiée vous pouvez en faire la demande par le biais des outils de concertation (registre en commune) et lors de l'enquête publique.*
- **Pour les emplacements réservés, peut-il y avoir des expropriations ?**
↳ *Citadia : L'existence d'un emplacement réservé interdit au propriétaire de construire sur l'emplacement. Toutefois, l'existence de l'emplacement réservé permet au propriétaire concerné d'adresser une mise en demeure d'acquiescer l'immeuble ou la partie de l'immeuble concerné par l'emplacement. Le bénéficiaire et le propriétaire disposent alors d'un délai d'un an pour trouver un accord. Passé ce délai, l'un et l'autre peuvent saisir le juge de l'expropriation qui prononcera le transfert de propriété et fixera l'indemnité due au propriétaire.*
- **Par quel outil a été remplacé la suppression des surfaces minimales (pour gérer les petits espaces dans le bourg) ?**
↳ *Citadia : Essentiellement par l'emprise au sol (article 9).*
- **Sans PLU quelle aurait été la consommation d'espace ?**
↳ *Citadia : Le PLUi va clarifier les choses et notamment la destination des terrains. Le pétitionnaire saura dès l'approbation du PLUi si son terrain est constructible ou pas. Dernièrement très peu de permis étaient délivrés. Le PLUi va probablement relancer la dynamique de construction.*
- **Que va devenir le PLU lorsque le territoire deviendra parc régional ?**
↳ *Citadia : Le PLUi restera en vigueur. Lors des prochaines révisions, le PLUi devra respecter l'esprit de la charte.*
- **Avez-vous des retours d'expérience de territoires qui ont déjà réalisés des PLUi.**
- *Citadia : Oui nous avons déjà réalisés plusieurs PLUi aujourd'hui en application dans le Sud-Ouest. Cela fonctionne bien même si quelques adaptations mineures sont parfois nécessaires après quelques temps d'application du règlement. Mais cela relève plus d'ajustements qui passent par voie de modification le plus souvent (procédure courte).*

Synthèse :

Une centaine de personnes a assisté aux 5 réunions publiques présentant la traduction règlementaire du PLUi d'Aurignac.

Les questions posées par les habitants réinterrogeaient la manière dont le projet de territoire a été élaboré, pourquoi certains secteurs ont été plus favorisés que d'autres.

Une grande partie des participants se sont déplacés pour en savoir plus sur la constructibilité/inconstructibilité de leur parcelle et l'évolution à moyen terme.

La plupart d'entre eux ont souligné le fait que la loi n'est pas adaptée à leur territoire et qu'elle remet en question le droit de propriété.

Certaines remarques tenaient également du manque de connaissance de la procédure de concertation.

2) Panneaux de concertation

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL



Terres D'AURIGNAC

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

PLU - MODE D'EMPLOI

Les élus souhaitent doter la Communauté de Communes des Terres d'Aurignac d'un projet de territoire constituant le socle d'une démarche d'aménagement et développement durable, et d'un document de référence commun leur permettant ainsi de maîtriser et de mettre en cohérence la politique de développement du territoire communautaire.

Le Plan Local d'Urbanisme est bien plus qu'un document de gestion du droit des sols, il est un outil de gestion du développement communal dans son ensemble. Le PLU met en place une véritable démarche de projet, articulée en plusieurs phases, dont le diagnostic, le PADD et la traduction réglementaire (zonage, règlement, Orientation d'Aménagement et de Programmation).

LE DIAGNOSTIC
 Conçu comme une photographie dynamique du territoire, le diagnostic dresse un état des lieux de la Communauté de communes sur les thématiques de l'habitat, du développement économique, des déplacements, de l'environnement, etc.

LE PADD
 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) - pièce maîtresse du PLU - expose les objectifs de développement fixés par la communauté de communes pour les années à venir.

LE ZONAGE, LE RÈGLEMENT ET LES OAP
 Ce n'est qu'après avoir défini et retenu un projet d'aménagement que la traduction réglementaire est engagée. Celle-ci permet alors de définir, pour chaque secteur de la communauté de communes, une vocation et un règlement adaptés.

Cette exposition présente à travers les panneaux suivants les conclusions du diagnostic, les principaux enjeux du territoire et le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

LES ENJEUX DU DIAGNOSTIC

1 DIAGNOSTIC TERRITORIAL

DEMOGRAPHIE-HABITAT

- Accueillir de nouveaux résidents et la réponse aux diverses attentes en matière d'équipements ;
- Le retour d'une dynamique démographique sur les communes en déclin ;
- La prise en compte du vieillissement de la population et la présence de logements et de structures d'accueil adaptées ;
- La création de logements localisés afin de permettre le renouvellement de la population dans les communes rurales et de pérenniser les équipements ;
- L'accès des jeunes ménages au logement sur leurs communes ;
- Le retard en termes de construction de logements sociaux ;
- La reconquête du parc de logements vacants sur les communes où cette problématique est forte.



EQUIPEMENT DEPLACEMENT

- Favoriser le développement des équipements notamment pour la petite enfance ;
- Créer des relais de services dans les communes les plus excentrées ;
- Favoriser le renouvellement des populations en milieu rural de manière à pérenniser les équipements, notamment scolaires ;
- Gérer le vieillissement de la population et développer des équipements adaptés (notamment pour les personnes âgées et personnes handicapées dépendantes) ;
- Favoriser le développement des hébergements de tourisme notamment pour les groupes ;
- Rechercher une meilleure desserte routière de la population et des activités ;
- Conforter et diversifier la desserte du territoire.

ECONOMIE

- Conforter les activités commerciales et permettre l'implantation de nouvelles structures ;
- Favoriser la création d'entreprises et le développement de l'artisanat ;
- Assurer le maintien de l'activité agricole ;
- Valoriser le potentiel et développer l'activité touristique ;
- Diversifier l'offre de transport et améliorer l'accessibilité.

2 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

PAYSAGE

- Enjeu global : Patrimoine naturel, historique et agricole ;
- Enjeu liés à l'occupation du sol (agriculture et élevage) : rizières, haies de fruitiers et haies bocagères, marquants le parcellaire ;
- Enjeu de perception : l'environnement paysager des routes principales, notamment au niveau des bourgs traversés (Aurignac, Cassagnabère-Tourmas, Aulon, Latourel) et la préservation de la qualité des entrées de villes et de villages.



MILIEUX NATURELS

- Maintenir sur le territoire une activité agricole peu intensive (polyculture-élevage) et éviter la déprise agricole pour garantir la pérennité et l'entretien du maillage bocager, l'entretien par la fauche ou la pâture des prairies naturelles et des pelouses ainsi que des prairies humides de fond de vallées, et le maintien d'une flore patrimoniale ;
- Conservier l'unité des grands ensembles d'espaces naturels (forêts, prairies, bocages) et des continuités écologiques ;
- Préserver ou restaurer les structures de liaison entre les grands espaces naturels (haies, arbres alignés ou isolés, arbres morts, mares, rizières...) ;


RESSOURCES-ÉNERGIES

- La compatibilité des activités carrières avec les occupations du sol environnantes en limitant les nuisances multiples mais inévitables induites par ces activités (circulation adaptée aux convois) ;
- La consolidation d'une filière bois-énergie locale : positionnement du territoire en tant que producteur (sensibilisation des acteurs) et consommateur (sécurité des projets) ;
- Le soutien à l'émergence du solaire : partenariat avec les acteurs (agriculteurs, collectivités, industriels) ;
- Le développement de la filière « méthanisation » par des filières courtes (proximité gisement/traitement) ;
- Prévention et contrôle / Préservation des trames bleues et protection des eaux de surface et des eaux souterraines.

RISQUES-NUISANCES

- La gestion des sources ponctuelles de nuisances et de pollutions ;
- L'organisation du développement urbain sur les secteurs les moins exposés aux risques divers en particulier inondation et aux nuisances ;
- La prise en compte des risques connus dans les projets de développement notamment le risque inondation identifié par la Cartographie Informative des Zones Inondables (CIZI) ;
- La vigilance en matière de feu de forêt.

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL



Terres D'AURIGNAC

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

SCÉNARIO DE DÉVELOPPEMENT :


Combien d'habitants en 2026 ?

Quel besoin en logements ?

Objectifs :

Accueillir entre 50 et 65 habitants supplémentaires chaque année à l'échelle de la communauté de communes pour atteindre une population de 5 600 à 5 700 habitants en 2026.

Produire de 35 à 40 résidences principales par an (en réhabilitation ou production neuve) pour permettre l'accueil de cette population supplémentaire.



AXE 1

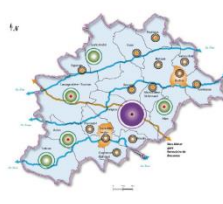
LES TERRES D'AURIGNAC, TERRITOIRE D'ACCUEIL AUX PORTES DES COMMUNES ET DE LAIRE TOULOUSAIN : POURSUIVRE, ORGANISER ET MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Objectif n°1 : Poursuivre le développement urbain des communes à l'échelle de leurs besoins.

Objectif n°2 : Organiser et maîtriser les extensions urbaines en agissant sur leur localisation, leur rythme et leur nature.

Objectif n°3 : Favoriser la réhabilitation et la rénovation du tissu urbain existant.

Objectif n°4 : Assurer une offre en logement diversifiée et maîtrisée dans le temps.



AXE 2

LES TERRES D'AURIGNAC, TERRITOIRE RURAL COMBINÉES D'EXCEPTION : PÉRENNISER LE CADRE DE VIE DE QUALITÉ, VALORISER LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI, LES PAYSAGES STRUCTURANTS, LES FERMES DE L'ATTRACTIVITÉ DES COMMUNES


Objectif n°1 : Respecter et protéger les milieux naturels remarquables.

Objectif n°2 : Conforter et maintenir les identités paysagères du territoire et préserver les éléments du patrimoine paysager.

Objectif n°3 : Prévenir et intégrer les risques naturels et gérer le risque incendie.

Objectif n°4 : Assurer les nuisances et les pollutions.

Objectif n°5 : Permettre le développement des énergies renouvelables.



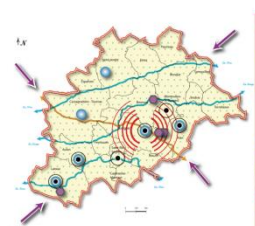
AXE 3

LES TERRES D'AURIGNAC, UN TERRITOIRE RURAL À VIRE : ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN (ÉQUIPEMENTS, SERVICES...)

Objectif 1 : Pérenniser et conforter le niveau d'équipements.

Objectif 2 : Améliorer les déplacements et les communications numériques.

Objectif 3 : Favoriser le développement économique local.



ZONAGE ET REGLEMENT



Le zonage constitue une des pièces réglementaires du PLU. Il fixe les limites entre les espaces constructibles, constructibles sous conditions et non constructibles.

Il doit permettre aux occupations urbaines, agricoles et naturelles de cohabiter dans les meilleures conditions. Il traduit à ce titre les choix du PADD.

Il est accompagné d'un règlement et d'orientations d'aménagement et de programmation, également opposables au tiers.

Le règlement définit les conditions d'occupation de chaque zone et fixe des règles de constructibilité (implantation par rapport aux voies, aux limites, hauteur maximale, droits à bâtir, gestion des espaces libres, accessibilité, desserte en réseaux divers...).

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation couvrent tous les secteurs à urbaniser présentant des enjeux forts de développement urbain en définissant des principes tels que la densité, la voirie, les mobilités douces... Le PLU compte également une Orientation d'Aménagement et de Programmation visant à préserver les Trames Verte et Bleue.



1 ZONES URBAINES

Zones de gestion de constructions existantes et où il est possible de construire à condition de respecter les dispositions définies par le règlement de zonage (document associé au plan de zonage).

2 ZONES A URBANISER

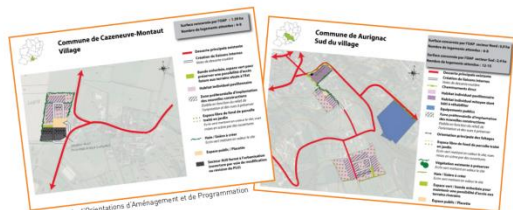
Zones où il est possible de construire, dès lors que les terrains seront équipés en réseaux (voirie, assainissement, eau, électricité...) à plus ou moins long terme.

3 ZONES AGRICOLES

Zones où seules les constructions liées et nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisées (sur quelques sites), dès lors que le Plan de Prévention des Risques le permet.

4 ZONES NATURELLES

Zones à caractère naturel, rendues en partie inconstructibles (certains aménagements légers sont autorisés) dans un souci de préservation et de valorisation.



Exemple d'Orientations d'Aménagement et de Programmation



TRAMES PARTICULIERES DU ZONAGE

1 EMBLEMES RESERVES

Les Emplacements Réservés (art. L123-1-5-V du code de l'Urbanisme) donnent à la collectivité la priorité sur l'acquisition foncière ou immobilière.

Seule la partie recouverte par la trame «Emplacement Réservé» est concernée. Ces achats permettront à la collectivité de développer les équipements dont la commune a besoin pour l'intérêt général de tous.



2 ELEMENT DE PATRIMOINE

BÂTI ET PAYSAGER

Les éléments de patrimoine, bâti et paysager peuvent être identifiés au titre de l'article L123-1-5-III-2° du Code de l'Urbanisme pour faire l'objet d'un recensement non exhaustif des richesses patrimoniales du territoire.

Il s'agit de mettre en valeur ces éléments. Ainsi, ce classement permet à la fois la préservation et la mise en valeur mais également le cas échéant le traitement des zones en vue de pouvoir recevoir du public.

Types d'éléments repérés au PLU : jardins et parcs d'intérêt, petit patrimoine (chapelles, lavoirs, etc.), routes paysagères, villages remarquables.



3 ESPACES BOISES CLASSES

Les Espaces Boisés Classés protègent exclusivement les boisements.

Ils imposent une demande d'autorisation pour tout abattage d'arbres. Il est néanmoins possible d'entretenir le boisement, tant qu'il ne fait pas l'objet d'un défrichement. L'emprise de terrain couverte par un EBC est rendue inconstructible.



4 CHANGEMENT DE DESTINATION

Les éléments bâtis traditionnels du patrimoine ordinaire agricole peuvent être identifiés au titre de l'article L123-1-5-III° du Code de l'Urbanisme pour faire l'objet d'un possible changement de destination. L'objectif est de donner «une autre vie» aux bâtiments agricoles présentant une architecture traditionnelle (transformation en logement, en gîte, en commerce...).



5 RISQUE INONDATION

La Cartographie Informatique des Zones Inondables (CIZI) couvre une partie du territoire. Elle n'a pas de portée réglementaire mais permet aux citoyens et aux responsables de mieux apprécier l'étendue des zones qui présentent un risque d'inondation important ou favorisant l'étalement des eaux.



6 TRAME CARRIERE

Secteurs protégés en raison de la richesse du sol et du sous-sol dans lequel les constructions et les installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées (au titre de l'art. R123-11.C du code de l'urbanisme).



3) Article Journal communautaire

Communauté de Communes

SPORTS

Football, un club cantonal !
L'entente cantonale du canton d'Aurignac et celle de Castagnières-Latour ont une leur destin en tant qu'il se rassemblent sous la même entité, l'ECCA (Entente Football Canton d'Aurignac). Ce nouveau club, à vocation cantonale (à l'exception de l'entente Saint-André-Essau, qui a souhaité garder son autonomie), est créé dans le prolongement de l'école de foot, pépinière qui rassemble tous les jeunes footballeurs du canton.

Ligue senior :
Depuis cette année, à l'initiative de la CCCA, un nouveau parcours s'offre aux cyclistes sur un itinéraire qui a la particularité de traverser toutes les communes du canton. Ce sont 87 km de routes, balisées, qui l'ont peut-être découvertes emprunter à vélo pour se balader le long des trois vallées du canton, la Louge, la Nère et la Nave. L'itinéraire et le balisage de ces routes se sont chiffrés à 40 000 €, subventionnés à 50 % par l'Etat.

Randonnées :
La somme des randonnées pédestres fait son plein à travers les terres d'Aurignac. L'office de Tourisme a programmé d'autres marches collectives qui ont été : le 4 août et le 22 septembre à Ténès, le 11 août à Samouillan, le 18 août à Latour, le 15 septembre à Aurignac et le 1 octobre à Castagnières-Tourant.

PLU INTERCOMMUNAL : Un Nouveau Marché

Sorte à l'ère négative promue par la commission d'étude publique, le marché aux cultures d'études Citadins a été réalisé. La CCCA a décidé de relancer le dossier. Un nouvel appel d'offres est en cours et sera

SOUTIEN AUX SINISTRES DES INONDATIONS

Face aux intempéries qui ont durement affecté le sud du Département, la Communauté de Communes a porté la carte de la solidarité envers les collectivités touchées : tous d'abord, les services techniques ont été à disposition pour les moyens et se sont rendus sur le terrain de Saint-Béat afin de leur apporter leur soutien technique et matériel.

Ensuite, le Conseil Communautaire a décidé de l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 16 par habitant (soit 4200 €), versée à l'AMF 31 (Association des Maires de France) qui se chargera ensuite de répartir cette somme aux mairies.

Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique (SIAH) de la Louge, de la Nère et de la Nave
Toujours dans le registre des conséquences des intempéries, à compter du 1er juillet, Benoît Cistac, ingénieur au SIAH, parcourt les rives de la Louge, de la Nère, de la Nave et du Ruisseau de la Nave afin de recenser l'ensemble des dégâts aux berges et les embâcles présents. Le SIAH procédera ensuite à l'entretien nécessaire avec l'accord de l'Agence de Bassin Adour Garonne. Ce travail, un recensement des propriétaires et des exploitants riverains sera effectué par les maires pour, dans un deuxième temps, sensibiliser ces derniers aux nouvelles pratiques en matière d'entretien qui va affecter le Syndicat conformément aux récentes directives de l'Agence de l'Eau.

LES DATES A RETENIR

- 18 et 19 août : médailles au château d'Aurignac
- 19 août : concert 31 notes d'été à Latour
- 28 et 29 septembre : salon des boucaniers des terres d'Aurignac
- 5 octobre : Pronomade(s) à Samouillan
- 5 et 6 octobre : Aurignac sous pression
- 26 et 27 octobre : Foire de la Saint-Martin
- 13 décembre : Pronomade(s) à Bachas

Journal d'information de la Communauté de Communes du Canton d'Aurignac

à suivre...
TERRES D'AUIGNAC L'HISTOIRE AU CŒUR DE LA NATURE

PROJET de CENTRE MEDICAL et INFIRMIER

Comme dans la plupart des cantons ruraux, se pose sur notre territoire le problème de l'accès aux soins de l'ensemble des habitants. Face au départ en retraite de plusieurs acteurs de santé et au risque de désert médical, la Communauté de Communes a décidé de créer un centre médical et infirmier regroupant en un même lieu des professionnels de santé.

La CCCA a mandaté Laurent Fleury pour être coordinateur du projet à titre bénévole et élaborer le diagnostic de l'offre de soins et des besoins sur le canton.

Le choix de l'emplacement s'est porté sur le terrain jouxtant les ateliers des services techniques et appartenant à la CCCA, chemin de la Fontaine Vieille à Aurignac.

Tous les acteurs de santé du territoire (médecins, dentistes, pharmaciens, kinésithérapeutes, infirmiers et intervenants du secteur médico-social) ont adhéré à ce projet et signé une lettre d'intention affirmant leur volonté de voir se créer un pôle pluridisciplinaire de santé sous l'égide de la CCCA.

En matière de coût, l'opération sera minime pour la CCCA, l'investissement des bâtiments étant remboursé par les loyers payés par les locataires professionnels de santé.

Une consultation est lancée afin de choisir la solution d'œuvre adaptée à ce projet.

MUSÉE-FORUM de la PRÉHISTOIRE

Commencés en octobre 2012, les travaux de construction du musée-forum avancent bon train.

Aujourd'hui, l'enveloppe générale du bâtiment est achevée. Cette nouvelle structure est haute d'eau et hors d'air et se voit maintenant les entreprises du second œuvre qui interviennent. Planchers, cloisons, chauffage, plomberie, peintures, tous s'activent pour livrer le bâtiment début novembre.

Le muséographe travaille pour préparer la suite : vitrines, tenture, affichage de la préhistoire, multimédia, boutique et accueil, circuit de visite du musée, sentier ludique jusqu'à l'abri préhistorique. Cette deuxième tranche de travaux débutera dès novembre.

Au-delà du musée-forum, les travaux d'aménagement de parkings, voirie et espace vert font de ce projet un ensemble parfaitement intégré à l'environnement.

Parallèlement à ces aménagements, viendra la mise en place des collections afin que tout soit prêt pour une ouverture au public avant l'été prochain.

L'édito

L'intercommunalisme, bien que récent, est déjà en pleine mutation à travers les différents les promulgués en quelques mois : clarification des compétences, renforcement des responsabilités régionales, Confédération Territoriale de l'Action Publique, Haut Conseil des Territoires, réforme du mode d'élection des conseils municipaux, communautaires et départementaux à travers la refonte des cantons, avant des bouleversements susceptibles de questionner élus et citoyens.

Quel sera le visage de nos territoires demain ? Quelles compétences partageront ou non ? Quels financements compenseront les restrictions budgétaires et des diminutions des dotations de l'Etat ?

Face à de tels enjeux, nos territoires ruraux se trouvent affaiblis et ne sont pas conscients des pôles d'équilibre dont ils disposent. Les conséquences sont graves : l'indignation, la persécution financière issue de la richesse de la future municipalité solitaire.

Pour les élus, il est temps de réfléchir et de se positionner afin d'anticiper ces mutations profondes qui vont à l'encontre des habitudes de l'histoire.

La réflexion au sein, même si l'expérience est toujours de bon conseil, ne saurait être de mise car refuser l'évidence du changement nous conduirait à régner sur ce qui n'est plus.

Jean-Luc GUILLOT

Les titres

PROJET de CENTRE MEDICAL et INFIRMIER	p. 1
MUSEE-FORUM de la PRÉHISTOIRE	p. 1
COMPTES ADMINISTRATIFS 2012 et BUDGET 2013	p. 2
ESPACE JEUNESSE	p. 3
INFORMATIONS PRATIQUES	p. 3
SPORTS	p. 4
FOOTBALL	p. 4
CYCLISME	p. 4
PLU INTERCOMMUNAL	p. 4
LES DATES A RETENIR	p. 4
SOUTIEN AUX SINISTRES DES INONDATIONS	p. 4

4) Divers

du 29/12/2014 au 01/01/2015

INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

www.forumeco.com 17

062 (GTC Auch) 2014 : liquidation judiciaire SPORTS JRS SA Casse BARREU rue : Me LERAY rue 32000 AUCH	N° PC : 2012RJ1149 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de SARL ACTIF SERVICES EXPOS 2 ancienne route de Frouzins 31120 ROQUES RCS 517 846 203 74326	N° PC : 2012RJ1101 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de Melle TRAN Yvette 5 route du Stade 31330 MERVILLE RCS 752 743 328 74330	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE Jugement en date du 16 Décembre 2014 du tribunal de Grande Instance de Toulouse prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde au profit de la SCI EP1 IMMOBILIER 327 rue Pierre Gilles de Gennes LA RUE B213 - 31670 LABERGE Mandat judiciaire : Me Jocelyne DUTOT, 54 rue Pargaminières 31084 TOULOUSE 74259 Le Greffier	Jugement en date du 16 Décembre 2014 du tribunal de Grande Instance de Toulouse prononçant le redressement judiciaire de Monsieur René MONTSERRET agriculteur LABORIE 31490 LOUBENS LAURAGAIS Mandat judiciaire : Me Olivier BENOIT 17 rue de Metz 31071 TOULOUSE 74266 Le Greffier
075 2014 : liquidation d'actif de XIAN ing Bonneloy OUSE 8 966	N° PC : 2013RJ1046 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de SARLU NUNES 22 chemin de la Croisette Espace les Tuliers 31060 PINS-JUSTARET RCS 519 250 194 74327	N° PC : 1983RJ0494 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de MR DI FAZIO ALDO 6 impasse de Chausseas 31000 TOULOUSE RCS 313 925 934 74337	Jugement en date du 16 Décembre 2014 du tribunal de Grande Instance de Toulouse prononçant la liquidation judiciaire de Monsieur Georges MILLET chirurgien-dentiste 104 avenue Crampel 31400 TOULOUSE Liquidateur judiciaire : Me Liliane VINCENEUX 5 rue du Prieuré 31080 TOULOUSE 74260 Le Greffier	CHANGEMENT DE NOM PATRONYMIQUE M. TROUX Cyrille, né le 17/07/1974 à NEVERS (58), demeurant 15 rue Chataubriand Apt 207 - 31830 PLAISANCE DU TOUCH, dépose une requête auprès du Greffe des Sociétés à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de : DAIGNEAU CYRILLE 74221
014 : liquidation d'actif de NORD INEFOY USE 279	N° PC : 2013RJ1076 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de SARL à associé unique A.S.C 6 avenue Vincent Auriant 31390 CARPONNAT RCS 519 484 232 74328	N° PC : 1995RJ0008 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de MARTY Jacques 5 rue Barthélemy 31000 TOULOUSE RCS 775 875 226 74338	Jugement en date du 16 Décembre 2014 du tribunal de Grande Instance de Toulouse prononçant la liquidation judiciaire de Fabien DJETCHA consultant en statistiques 13 place Dupuy 31000 TOULOUSE Liquidateur judiciaire : Me Olivier BENOIT 17 rue de Metz 31071 TOULOUSE 74261 Le Greffier	AVIS ADMINISTRATIF Communauté de Communes des Terres d'AURIGNAC Elaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)
014 : liquidation d'actif de NORD INEFOY USE 279	N° PC : 2014RJ0207 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de SASU TERRASSEMENT MIDI-PYRENEES 250 chemin de Vignaux 31840 AUSSONNE RCS 751 720 330 74329	N° PC : 2012RJ0630 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de Monsieur SABREN Lucien 1151 avenue de Montauban 31000 BESSIERES RCS 489 029 180 74339	Jugement en date du 16 Décembre 2014 du tribunal de Grande Instance de Toulouse prononçant la liquidation judiciaire de Monsieur Jean-Christophe GONZALEZ agent commercial 1 rue François Rebelais 31790 CORMEDARRIEU Liquidateur judiciaire : Me Liliane VINCENEUX 5 rue du Prieuré 31080 TOULOUSE 74262 Le Greffier	Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Terres d'AURIGNAC informe ses administrés que par délibération en date du 17 décembre 2014, conformément à l'article 137.1 10° de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme renforcé du 24 mars 2014, le Conseil Communautaire a validé le dispositif de collaboration des communes à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI).
014 : liquidation d'actif de NORD INEFOY USE 279	N° PC : 2014RJ0343 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de SARL SOCS 6711 avenue de Toulouse Centre Commercial Leubet Béthmont 3636 31240 LUNON RCS 790 636 366 74331	N° PC : 2012RJ0675 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de Monsieur BEN-ALI Farid zone industrielle Lavigne 1 Lieu dit les Bourdonnes 31190 AUTERIVE RCS 481 667 824 74340	Jugement en date du 16 Décembre 2014 du tribunal de Grande Instance de Toulouse prononçant la liquidation judiciaire de Monsieur Jean-Christophe GONZALEZ agent commercial 1 rue François Rebelais 31790 CORMEDARRIEU Liquidateur judiciaire : Me Liliane VINCENEUX 5 rue du Prieuré 31080 TOULOUSE 74262 Le Greffier	La texte complet de cette déli- bération est consultable dans les locaux de la Communauté de Communes des Terres d'AURIGNAC aux jours et heures d'ouverture habituels.
014 : liquidation d'actif de NORD INEFOY USE 279	N° PC : 2011RJ1022 Jugement du 15/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de M. CAZALENS Alain 36 impasse des Etats Unis 31000 TOULOUSE RCS 468 377 993 74332	N° PC : 2009RJ0643 Jugement du 15/12/2014 : clôture (4 après reprise LJ) de M. NOUBADJI Maxime 3 rue Perchepinte 31000 TOULOUSE RCS 484 826 722 74341	Jugement en date du 16 Décembre 2014 du tribunal de Grande Instance de Toulouse prononçant la liquidation judiciaire de ASSOCIATION SANTE ET	Le Président Jean-Luc GUILHOT 74253
014 : liquidation d'actif de NORD INEFOY USE 279	N° PC : 2013RJ0540 Jugement du 18/12/2014 : clôture pour insuffisance d'actif de	N° PC : 2010EX0018 (GTC Créteil) Jugement en date du 10/12/2014 : jugement de faillite personnelle pour une durée de 15 ans à Toulouze		

DDH du 03 juin 2015

AURIGNAC**Réunions au sujet du Plan local d'urbanisme**

Des réunions publiques relatives au PLU intercommunal se tiendront ce mercredi à 18 heures à la communauté de communes pour le secteur centre (Alan, Bouzin, Boussan, Montoulieu) et à 20 h 30 à Samouillan pour le secteur proche de l'A 64 (Samouillan, Benque, Terrebasse, Bachas).

D'autres réunions auront lieu le jeudi 4 juin à 18 heures 30 à la salle des fêtes de Saint-André pour le secteur nord de la Nère (Saint-André, Eoux, Esparron, Peyrissas) et le jeudi 11 juin à 18 heures à Aurignac et à 20 h 30 à la salle des fêtes de Cassagnabère pour le secteur Ouest (Latoue, Cassagnabère, Peyrouzet, Aulon, Saint-Elix Séglan, Cazenueve-Montaut).